

LA LETTRE DE VEILLE

du Centre Islamique pour le Développement du Commerce

01 JANVIER 2023

NUMÉRO 03



Sommaire

Actualité analysée -Dubai Le nouvel eldorado des investisseurs africains • Un pays du Golfe veut investir dans un port turc • L'Afghanistan lance plus de 3 500 projets de développement • La Turquie et le Brunei signent 5 accords de coopération • COP28 : L'Arabie saoudite adosse sa transition vers les énergies propres • Les opportunités d'investissement au Moyen-Orient

Actualité chiffrée - 9,63 milliards de dollars, La taille du marché des jeux au Moyen-Orient • TotalEnergies en pole position au Suriname

Actualités en Bref

Agenda



□ ACTU ANALYSÉE

Dubai LE NOUVEL ELDORADO DES INVESTISSEURS AFRICAINS

Séduites par la connectivité et les facilités fiscales de la ville, les entreprises africaines installées voient désormais dans le hub émirati un pôle d'attraction.

Depuis un bon moment, les centres décisionnels, longtemps installés dans les capitales européennes, se sont déplacés vers d'autres économies du monde. Au Moyen-Orient, un émirat ces dernières années est devenu une véritable place économique: Dubai.

La grande citadelle s'est peu à peu imposée comme un hub logistique,

mais aussi comme une place financière incontournable et, aujourd'hui, comme un pôle d'attractivité pour les cadres supérieurs de toutes nationalités. Samsung, LG, Ericsson, Thales, Mitsubishi, Airbus, Accor, Porsche, Goodyear, Nikon, Casio, AliBaba ou encore DHL y ont installé un siège régional. Sur le continent africain, l'émergence d'une nouvelle élite africaine, cultivée, a fait de Dubai le point

focal de ses affaires. Selon les chiffres de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubai, plus de 21 000 entreprises africaines sont implantées à Dubai. L'essor des sociétés moyen-orientales et africaines s'établissant à Dubai a partiellement contribué à la diversification fructueuse de l'émirat, qui a atténué sa dépendance vis-à-vis de ses recettes pétrolières. Le commerce hors pétrole avec l'Afrique a augmenté de 700% ces quinze dernières années, passant de 33 milliards de dollars en 2015 à 50 milliards en 2019, selon la Chambre de commerce et d'industrie de Dubai. Il faut d'ailleurs noter que cet intérêt renouvelé pour l'Afrique a été stimulé davantage par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), entrée en vigueur. Elle regroupe 1,3 milliard de personnes dans un bloc économique de 3 400 milliards de dollars constitué par 54 pays africains.

Un marché mondial florissant pour la croissance

En tant que marché mondial prospère, Dubai sait attirer, mais également stimuler la croissance des entreprises. Son économie est aujourd'hui parmi les plus diversifiées au monde, ses revenus d'exploitation pétrolière représentant moins de 1% de son PIB. Aujourd'hui, le commerce de détail, le commerce de gros, le transport et l'entreposage, la finance et l'assurance, le secteur manufacturier et l'immobilier contribuent tous de façon conséquente au PIB de Dubai. ■

□ ACTU ANALYSÉE

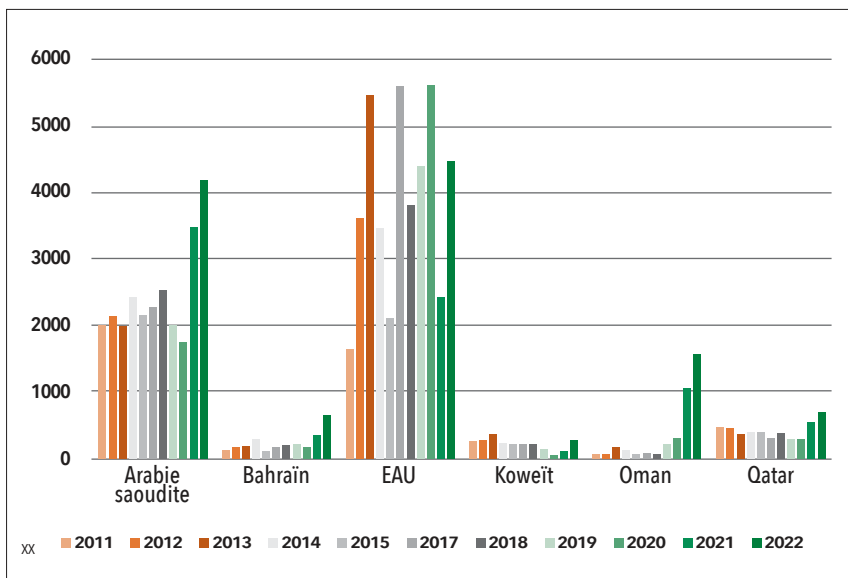
UN PAYS DU GOLFE VEUT INVESTIR DANS UN PORT TURC

La perspective d'un investissement majeur des Émirats arabes unis dans le port crucial d'Izmir en Turquie suscite actuellement de vives spéculations. Selon l'agence de presse Reuters, le groupe public AD Ports Group envisage d'acquérir une part dans une entité créée par le Turkey Wealth Fund.



Port d'Izmir en Turquie

Concrètement, selon les termes de cet accord potentiel, le groupe public AD Ports Group investirait dans une entité créée par le Turkey Wealth Fund pour gérer le port côtier d'Izmir, ont indiqué les sources de Reuters. Rappelons d'ailleurs que malgré quelques tensions géopolitiques passées, les deux nations ont signé un accord de libre-échange en mai de l'année précédente, ouvrant ainsi la voie à des investissements facilités. En juillet, des accords d'une valeur dépassant les 50 milliards de dollars ont été conclus, témoignant d'une volonté commune de dynamiser les échanges commerciaux. L'annonce de cette possible acquisition survient à un moment crucial où la Turquie traverse une période de turbulence économique.



Malgré des ajustements récents de sa politique monétaire après la réélection de Recep Tayyip Erdogan, la Turquie continue de faire face à des défis économiques sérieux. Les années de taux d'intérêt bas ont provoqué une flambée des prix à la consommation et des loyers, tandis que la dépréciation de la monnaie a ajouté des pressions supplémentaires sur l'économie nationale.

Le contexte diplomatique récent renforce l'idée d'un rapprochement entre ces deux puissances régionales. La rencontre entre Recep Tayyip Erdogan et Cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyan, président des Émirats arabes unis, lors du Sommet COP28 de l'ONU sur le climat à Dubaï, suggère une volonté mutuelle de renforcer les liens non seulement économiques, mais aussi politiques. ■

Ankara et Abu Dhabi vont-ils entrer la hache de guerre sur le plan géopolitique? Les Émirats arabes unis sont sur le point d'acquérir une participation dans un port maritime

majeur de Turquie, selon l'agence Reuters. Une opération qui est perçue comme un rapprochement entre les deux pays par bon nombre de praticiens des sciences politiques.

□ ACTU ANALYSÉE

L'AFGHANISTAN LANCE PLUS DE 3 500 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Les autorités afghanes ont mis en œuvre 3 575 projets de développement à travers le pays au cours de l'année écoulée, a rapporté une chaîne de télévision locale, citant le ministère de l'Économie.



Travaux routiers à Kaboul

«Cette année, nous envisageons davantage de plans de développement. Ce plan comprend la construction de routes, de barrages et d'autres infrastructures dans plusieurs secteurs, y compris l'agriculture. Par rapport à l'année précédente, davantage de fonds seront dépensés et il y aura de la transparence», a déclaré Zabihullah Mujahid, porte-parole du gouvernement intérimaire afghan, dans une conférence de presse. Ces projets d'une valeur de 1,9 milliard de dollars concernent les secteurs de la santé, de l'agriculture, des transports et de l'énergie. La construction de nouveaux barrages et d'autres projets hydrauliques est notamment en cours dans le pays.



Qushtipa Canal



Rivière au pied d'une montagne



Un parc à Kaboul, en Afghanistan.



Hopital militaire à Kaboul

Par ailleurs, il faut noter que le ministère de l'Énergie et de l'eau avait alloué 3,7 milliards d'afghanis (43,5 millions de dollars) à la mise en œuvre de 411 projets de gestion de l'eau. Pour rappel, l'Afghanistan est un pays riche en ressources na-

turelles : charbon, pétrole, gaz naturel, or, cuivre, etc. Le pays possède des terres fertiles et des pierres précieuses. La valeur de ces ressources est estimée par les géologues et

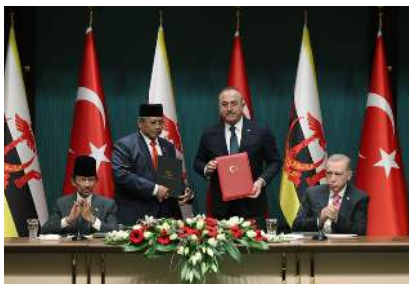
experts à environ 1 000 milliards de dollars US. Leur extraction nécessite toutefois un investissement élevé en machines, en transport et en logistique. ■



□ ACTU ANALYSÉE

LA TURQUIE ET LE BRUNEI SIGNENT 5 ACCORDS DE COOPÉRATION

Ils concernent les domaines des archives, de l'éducation, des industries de défense, de la culture et de la diplomatie.



Signature d'un accord de coopération entre deux Ministres

Les gouvernements de la Turquie et de Brunei Darussalam ont signé 5 accords de coopération dans les domaines des archives, de l'éducation, des industries de défense, de la culture et de la diplomatie. «Nous avons réaffirmé notre volonté de développer notre coopération. Nous avons échangé nos vues sur les champs d'investissement qui diversifieront nos relations économiques et commerciales», a déclaré le Président Erdogan lors de la conférence de presse conjointe avec le Sultan de Brunei, Hassanal Bolkiah.



Signature d'un accord de coopération entre deux Ministres

Il a noté que les questions mondiales actuelles ont été également abordées: «Nous avons discuté de tels sujets comme la Palestine, les Rohingyas, l'islamophobie et la guerre ukrainienne. Nous avons parlé de l'importance d'accroître notre coopération sur les plateformes régionales et internationales, en particulier au sein de l'ASEAN et de l'OCI».

Avec le Maroc, Brunei a également ouvert cette année une fenêtre de coopération.



Ministres de AE Dato Erywan Pehin Yusof et Nasser Bourita

La coopération entre le Maroc et Brunei Darussalam concerne la sécurité alimentaire, le tourisme, l'investissement et les échanges universitaires. «Le Maroc et Brunei Darussalam ont un positionnement stratégique en Afrique et en Asie du Sud-Est et peuvent capitaliser sur cet avantage pour renforcer le développement des activités économiques», a fait remarquer le chef de la diplomatie marocaine lors d'un point de presse. ■

□ ACTU CHIFFRÉE

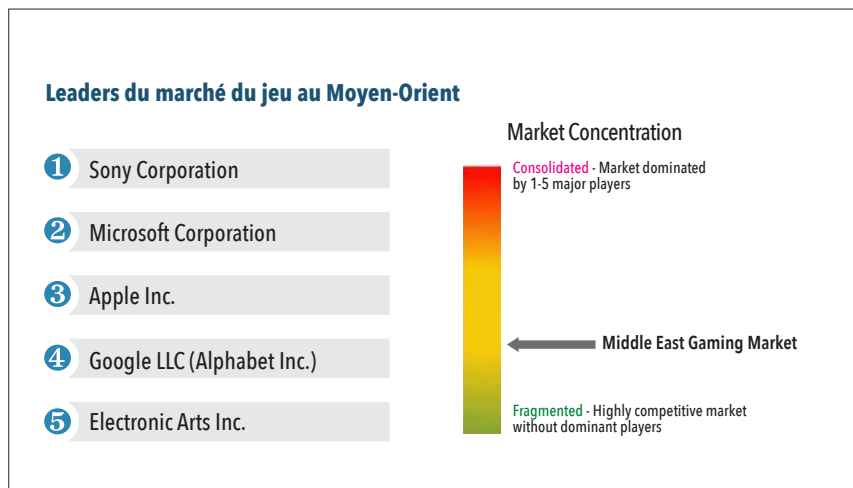
9,63

MILLIARDS DE DOLLARS

La taille du marché des jeux au Moyen-Orient

La taille du marché des jeux au Moyen-Orient devrait passer de 5,71 milliards de dollars en 2023 à 9,63 milliards de dollars d'ici 2028, à un TCAC de 11,01% au cours de la période de prévision (2023-2028).

L'Afrique et le Moyen-Orient ont gagné 54 millions de nouveaux gamers. C'est ce que révèle «Global Games Market Report», publié en juillet 2022 par l'entreprise spécialisée Newzoo. Selon ces chiffres, l'Afrique et le Moyen-Orient affichent 488 millions de joueurs, contre 434 millions dans l'édition 2021 de l'étude. Les deux régions cumulent 15% de parts de marché, d'une valeur d'environ 7,1 milliards de dollars, de l'industrie des jeux vidéo. Le marché des jeux du Moyen-Orient est modérément fragmenté et compte de nombreux acteurs mondiaux et régionaux.



Gamers africains en compétition



Electronic Sports League (ESL) organise un salon des jeux informatiques et vidéo et un rendez-vous international des gamers.



Gamers africains en compétition

Certains des principaux acteurs du marché sont Sony Corporation, Microsoft Corporation, Apple Inc., Google LLC (Alphabet Inc.) et Electronic Arts Inc.

«Le Moyen-Orient sera un des principaux moteurs de cette croissance en 2022 et dans les années suivantes. Dans ces régions, les facteurs de croissance incluent une meilleure infrastructure internet (mobile), l'accès abordable à la connexion et la croissance de la classe moyenne», explique l'étude.

Rappelons qu'en septembre 2022, le Prince héritier d'Arabie saoudite, SAR le Prince Mohammed ben Salmane, a annoncé la National Gaming and Esports Strategy (NGES), qui est un plan d'investissement complet sur 10 ans visant à développer l'ensemble de la chaîne de valeur du jeu et de l'Esports. Le plan souligne que d'ici 2030, l'Arabie saoudite abritera plus de 250 sociétés de jeux, ce qui créera d'innombrables opportunités de carrière non seulement pour les

joueurs de la région, mais aussi pour ceux du monde entier. De plus, l'Arabie saoudite vise à ce que 30 jeux développés localement figurent parmi les 300 premiers jeux mondiaux.

Cela permet non seulement de développer des talents et de créer des emplois, mais aussi de développer des jeux qui racontent l'histoire d'une région et d'une culture qui est considérée comme le berceau de la civilisation. ■

□ ACTU ANALYSÉE

TOTALENERGIES EN POLE POSITION AU SURINAME

La compagnie mondiale annonce avoir signé aux côtés de ses partenaires QatarEnergy et Petronas un contrat de partage de production pour le bloc 64 avec Staatsolie Maatschappij Suriname (Staatsolie), la compagnie nationale du Suriname.

TotalEnergies a annoncé avoir signé aux côtés de ses partenaires QatarEnergy et Petronas un contrat de partage de production pour le bloc 64 avec Staatsolie Maatschappij Suriname (Staatsolie), la compagnie nationale du Suriname. Le bloc 64 a été attribué à TotalEnergies et ses partenaires dans le cadre de l'appel d'offres 2022-2023 organisé par les autorités du Suriname.

TotalEnergies opérera ce bloc avec une participation de 40% aux côtés de QatarEnergy (30%) et de Petronas (30%).

Le bloc 64 est un vaste champ de 6 262 km² situé à quelque 250 kilomètres des côtes.

Au Suriname, TotalEnergies est également opérateur du bloc 58 (50%) aux côtés d'APA Corporation (50%), où cinq découvertes ont été faites et où les études de développement sont en cours avec l'objectif de lancer le projet d'ici fin 2024. En mai 2023, TotalEnergies est entrée dans les blocs d'exploration 6 et 8, en tant qu'opérateur (40%) aux côtés de QatarEnergy (20%) et de Paradise Oil Company (POC), filiale de la compagnie nationale Staatsolie (40%). ■

COP28 L'ARABIE SAOUDITE ADOSSE SA TRANSITION VERS LES ÉNERGIES PROPRES



Principal producteur de pétrole mondial, avec plus de 15% des réserves mondiales prouvées, le Royaume saoudien reste très dépendant des hydrocarbures pour sa consommation d'énergie et ses exportations.

De l'ambition affichée d'atteindre le fameux «zéro empreinte carbone» dans la ville futuriste Neom, en construction dans le Royaume, la lutte contre le réchauffement climatique est le nouveau leitmotiv des mégaprojets saoudiens. Le Royaume, qui a lancé en 2016 son chantier de modernisation avec le plan «Vision 2030», conjugue désormais diversification économique, transition énergétique et souci environnemental. Mais, au grand dam des experts du climat, Riyad ambitionne de se positionner en acteur mondial des énergies propres. À la récente COP28, qui

s'est déroulée à Dubaï, le Royaume a promis de parvenir à l'objectif «zéro émission nette» en 2060, de mettre le géant pétrolier public Aramco sur la voie de la neutralité carbone à l'horizon 2050, de générer 50% de son électricité à partir des énergies renouvelables, en 2030, et de planter 10 milliards d'arbres. L'Arabie saoudite plaide désormais pour que les objectifs climatiques privilégient non pas de «produire moins» d'hydrocarbures, mais de «produire plus propre». L'impératif environnemental est pris avec de plus en plus de sérieux au plus haut des cercles de gouvernance. ■

2022	% production mondiale, en milliers de barils/jour
1 État-Unis	18.9
2 Arabie saoudite	12.9
3 Russie	11.9
4 Canada	5.9
5 Irak	4.8

□ ACTU ANALYSÉE

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT AU MOYEN-ORIENT

Les pays du Golfe ont entamé une reconversion de leur économie. Il existe des opportunités d'investissement.

Les pays du Proche et Moyen-Orient ont longtemps profité de leurs ressources naturelles en pétrole pour s'enrichir et ainsi connaître une croissance exponentielle. Toutefois, depuis l'effondrement des cours de l'or noir, la région a mis en place de nouvelles stratégies pour stimuler d'autres secteurs économiques (avec notamment les plans «Abu Dhabi Economic Vision 2030» aux Émirats arabes unis et le «Qatar National Vision») et préparer l'ère post-pétrole. Bien que la région doive faire face à de multiples enjeux environnementaux, tels que des températures extrêmes et un sol instable du fait de sa composition, les pays de la zone font preuve d'une grande résilience et regorgent d'opportunités dans le secteur de la construction.

ÉMIRATS ARABES UNIS

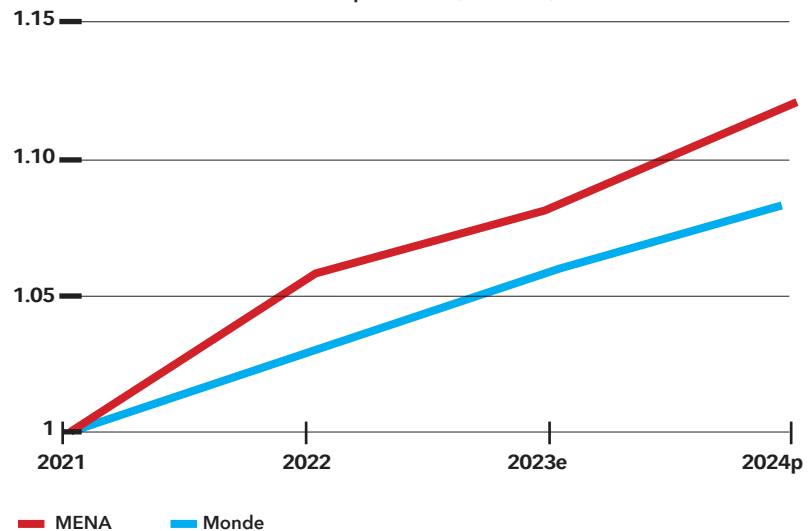
Le secteur du bâtiment aux Émirats arabes unis représente plus de 25 milliards de dollars et compte 306 milliards de dollars de projets à venir, dont 80% sont des projets urbains et des infrastructures. Cela prouve que les Émirats arabes unis ne cessent de s'affirmer en tant que puissance économique et financière incontournable de la région et justifie sa 2e place sur le marché de la construction derrière l'Arabie saoudite. Le pays accueille de grandes sociétés immobilières comme Aldar et Emaar. Cette dernière est notamment à l'origine du plus haut gratte-ciel et du plus grand centre commercial au monde, le Burj Khalifa et le Dubai Mall.

Par ailleurs, de grands constructeurs y sont présents, comme Al Naboodah Contracting, constructeur de la plus grande tour au monde, la «Dubai Creek Tower», Besix, constructeur

Indice de croissance cumulée - effective et prévue - du PIB réel dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2021 - 2024

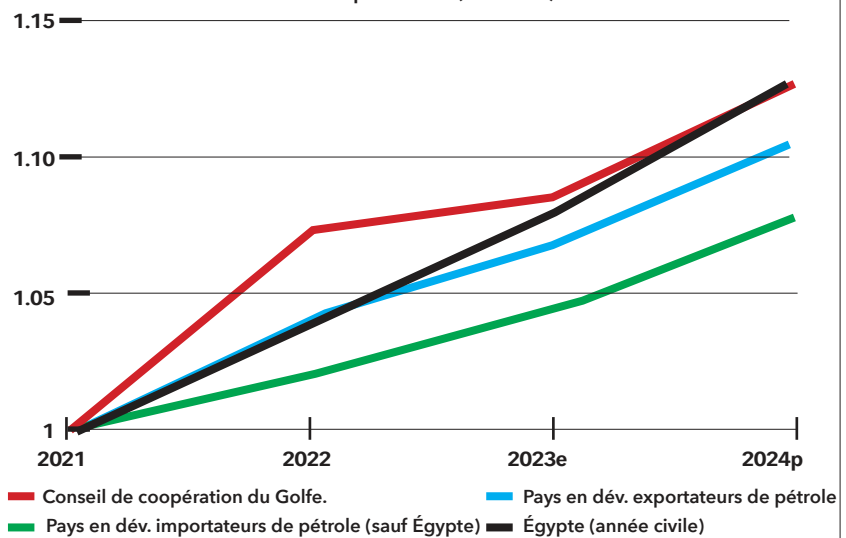
a - Région MENA et reste du monde

Croissance cumulée du PIB réel depuis 2021 (2021 = 1)



b - Par sous-groupe régional

Croissance cumulée du PIB réel depuis 2021 (2021 = 1)

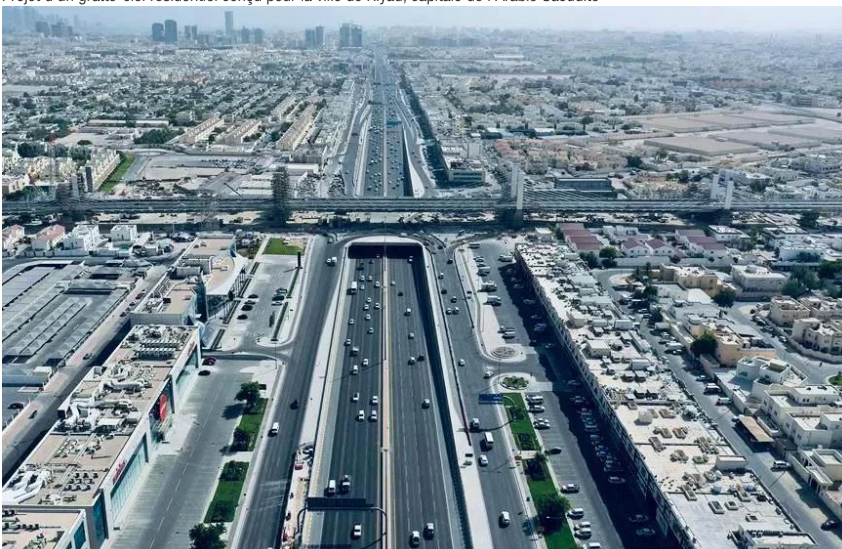




Jumeirah Marsa Al Arab, EAU



Projet d'un gratte-ciel résidentiel conçu pour la ville de Riyad, capitale de l'Arabie Saoudite



Al Rayyan, Qatar

du pavillon français pour l'exposition universelle, et Arabtec, constructeur du pavillon EAU pour l'exposition universelle. La diversification du secteur de la construction offre des opportunités variées : urbanisation accélérée, création de villes satellites,

de zones industrielles, de bâtiments et de villes «vertes».

Le vaste plan «Abu Dhabi 2030» vise à transformer et diversifier le modèle économique de l'émirat, répondre à l'évolution démographique

croissante (population passant de 1,3 million à 3 millions d'ici 2030) et réduire sa dépendance à l'or noir. Ce programme est un exemple d'investissement massif dans des projets de transport, d'infrastructures, de bâtiments résidentiels et commerciaux et les chantiers industriels. Très récemment, Aldar s'est vu devenir le plus grand développeur du pays devant Emaar grâce à un accord de 8,2 milliards de dollars pour construire plus de 25 000 maisons et infrastructures pour les citoyens émiratis.

ARABIE SAOUDITE

Le secteur de la construction est le 4e plus important du Royaume avec un taux de croissance annuel moyen estimé entre 2019 et 2024 à 7%. Aujourd'hui, 5 200 projets sont en cours de construction pour une valeur totale de près de 819 milliards de dollars. Les principaux constructeurs du pays sont de grandes entreprises familiales saoudiennes capables d'intervenir sur tout ou une partie du secteur de la construction.

Parmi les secteurs porteurs, on note celui du bâtiment résidentiel avec 3,3 millions de logements nécessaires d'ici 2025, le secteur hôtelier, touristique et du divertissement, car le pays fait face à un sous-appvisionnement en hôtels, alors qu'il prévoit d'accueillir 100 millions de touristes d'ici 2030, et le secteur de l'efficacité énergétique, qui est nécessaire pour ce pays classé 3e plus gros consommateur d'énergie mondial. Pour répondre à ces défis, plusieurs gigaprojets de villes nouvelles sont prévus.

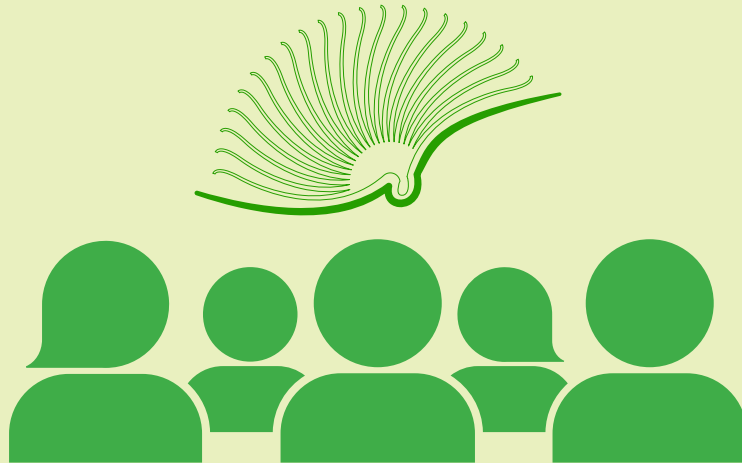
QATAR

Le gouvernement souhaite que les «nouvelles villes et villes durables» soient une priorité pour le Qatar. En effet, la préservation de l'environnement est une préoccupation majeure du pays qui prévoit d'investir dans l'efficacité énergétique des bâtiments et des «Green and smart buildings» avec des matériaux durables. Un autre pilier de la QNV 2030, l'aménagement du territoire avec la déconcentration de la capitale Doha, la construction de nouveaux centres urbains et de nouvelles infrastructures de transport (exemple à Al Rayyan, Al Wakrah, Al Shamal et Al Daayen). ■



**ATELIER DE FORMATION
SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR
POUR LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES
DANS LES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES DE L'OCI**

PREMIER SEMESTRE 2024 • N'DJAMENA, TCHAD



L'ATELIER VISE ESSENTIELLEMENT À AIDER LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ET LES COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES À ACCROÎTRE LEUR ACCÈS AU MARCHÉ INTERNATIONAL ET À MIEUX GÉRER LEURS CHAÎNES DE VALEUR, CE QUI, À SON TOUR, AUGMENTERA LES FLUX GLOBAUX DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT AU PROFIT DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES.

L'ATELIER A POUR OBJECTIF D'ACCOMPAGNER LES DIRIGEANTES D'ENTREPRISES ET DE COOPÉRATIVES DES PAYS MEMBRES DE L'OCI, DANS LE BUT D'ACCÉDER AU MARCHÉ INTERNATIONAL, DÉCOUVRIR LES NOUVELLES TENDANCES DU MARCHÉ ET LEUR APPORTER LE SOUTIEN NÉCESSAIRE EN MATIÈRE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES.



EN BREF

► **L'Égypte décroche 5,6 milliards de dollars**

Le gouvernement égyptien a mobilisé 5,6 milliards de dollars grâce à la cession de participations dans 14 entreprises publiques sur le marché boursier depuis mars 2022, rapporte son chef du gouvernement. Le gouvernement égyptien avait déjà adopté, fin décembre 2022, un «Document stratégique sur l'actionnariat des entreprises», qui prévoit un important désengagement de l'État des secteurs non stratégiques au profit des investisseurs privés locaux et étrangers, en vue de porter la contribution du secteur privé à l'économie à 65% en 2025 contre 30% en 2021.

► **Hydrocarbures : Le Nigéria offre de nouvelles incitations**

Le pays offrira de nouvelles incitations aux investisseurs dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel en vue d'augmenter sa production d'hydrocarbures, a rapporté Bloomberg. «Les nouvelles mesures incitatives comprennent le remplacement des primes à la signature (les paiements effectués par les entreprises aux gouvernements lors de la signature des contrats, Ndlr] par des sommes forfaitaires pour la production», a révélé le directeur général de la Commission de régulation de l'amont pétrolier (NUPRC), Gbenga Komolafe.

► **Le Niger, le Mali et le Burkina Faso étudient une nouvelle alliance monétaire**

Les trois pays travaillent sur la création d'une nouvelle organisation sous-régionale baptisée l'Alliance des États du Sahel (AES). Ils ont dans ce sens signé une charte. L'AES ambitionne de jeter les bases d'une véritable intégration au sein de la nouvelle alliance, dont l'amélioration de la libre circulation des biens et des personnes, la mise en place d'un dispositif de sécurité alimentaire et l'élaboration d'une stratégie commune d'industrialisation.

► **Côte d'Ivoire : FKS Foods envisage l'ouverture d'une usine de transformation de cacao d'ici 2025**

L'entreprise agroalimentaire sénégalaise FKS Foods, filiale du groupe turc MFB International, a entamé la construction d'une usine de transformation de cacao en Côte d'Ivoire pour un coût total évalué à 68 milliards de FCFA (114 millions de dollars). C'est ce qu'a révélé Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce, de l'industrie et de la promotion des PME en décembre dernier, lors d'un point de presse. Basée sur un site situé au bord de la lagune Ébrié, la nouvelle usine sera dotée d'une capacité de traitement de 150 000 tonnes de fèves par an. Les travaux de construction sont prévus pour une durée de 12 mois.

► **Sénégal : Les revenus d'exportations d'or en hausse**

Au total, la production industrielle d'or a atteint 15 tonnes en 2022, contre 16,2 tonnes en 2021. C'est l'une des informations du rapport publié le 21 décembre dernier par le comité local de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), document qui précise que les revenus d'exportations ont atteint 540 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 7% en glissement annuel. Il faut souligner que le Sénégal

compte deux mines d'or industrielles. D'après l'ITIE, c'est celle de Sabodala-Massawa, exploitée par Endeavour Mining, qui est à l'origine de la baisse de la production nationale en 2022. Elle a livré 11 tonnes d'or contre 12,2 tonnes en 2021. Quant à la seconde mine, Mako de Resolute Mining, la production est restée stable à 4 tonnes d'or.

► **Togo : Le taux d'endettement public grimpe**

Le taux d'endettement public est ressorti à 66,4% du PIB à fin septembre 2023 contre 65,5% à fin décembre 2022, selon les données communiquées par le Conseil national du crédit. Un niveau «en dessous de la norme communautaire plafond de 70%», comme rappelé par Simfeitcheu Pré, ministre conseiller auprès du Président de la République. À 3 337 milliards de FCFA à fin décembre 2022, la dette rapportée au PIB se situait à 66% après 61% à la mi-2022. Ce taux se chiffrait encore à 51,95% en 2019 et à 62,43% en 2021, et se situait à 60% à fin mars 2023.

► **Mauritanie : Inauguration d'une usine de glace**

Le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD) a inauguré, le 27 décembre 2023, une usine de glace au port de pêche de Tanit, dans l'ouest de la Mauritanie. Le projet, d'une valeur de 24 millions AED (6,5 millions de dollars), a été réalisé par la société émiratie Talc Investment.

► **L'Afrique, nouveau terrain de jeu des exportateurs de drones**

«Partout où je vais en Afrique, tout le monde me parle de drones !», déclarait le Président turc Recep Tayyip Erdogan lors de sa dernière tournée sur le continent, fin 2021. Depuis, les trois pays où il s'est rendu (Togo, Angola et Nigeria) ont rejoint le club de moins en moins fermé des États s'étant dotés d'aéronefs de combat turcs Aksungur et Bayraktar TB2. À l'instar de la Chine et d'Israël, ses deux principaux concurrents sur le marché africain des drones de combat, la Turquie profite de l'appétit grandissant des états-majors du continent pour les UAV.

► **Les poupées made in Africa**

Créées par des entrepreneuses afro-descendantes dans les années 2010 et distribuées grâce à la vente en ligne, les «poupées made in Africa» ont eu le vent en poupe durant les fêtes de Noël de cette année qui vient de s'écouler. Urbidolls a signé un partenariat avec Monoprix et le Printemps Haussmann pour être distribué dans ces enseignes pendant la période de Noël. Les poupées sont disponibles au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Tchad et au Congo-Brazzaville, grâce à un accord avec le groupe libanais Orca.

► **Le Maroc met le turbo sur le social**

Au Maroc, près d'un million de familles ont commencé à recevoir une aide directe mensuelle, un système inédit au Royaume attendu depuis des années. Les bénéficiaires ont reçu 500 dirhams (un peu plus de 45 euros) par mois, «quelle que soit la composition de la famille», a précisé le chef de gouvernement Aziz Akhannouch lors d'un Conseil du gouvernement, cité dans un communiqué.



Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

agenda



- **ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE**
08-10 Janvier 2024 • Casablanca, Maroc
- **ATELIER RÉGIONAL PRÉPARATOIRE DE LA 13^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OMC (CM13) AU PROFIT DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
10-11 Janvier 2024 • Tunis, Tunisie
- **FOIRE DE BAGDAD**
10-19 Janvier 2024 • Bagdad, Irak
- **7^e SESSION DE LA RÉUNION ANNUELLE DES INSTITUTIONS DE L'OCI (ACMOI)**
17-18 Janvier 2024 • Jeddah, Arabie saoudite
- **22^e RÉUNION DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES AUPRÈS DES AMBASSADES DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ACCRÉDITÉES AU MAROC**
29 Janvier 2024 • Rabat, Maroc
- **TRADE FACILITATION IN ARAB REGION (WORLD GOVERNMENT SUMMIT)**
12-14 Février 2024 • Dubaï, Émirats arabes unis
- **MUSLIM WORLD WOMEN SUMMIT - KUALA LUMPUR**
22-23 Février 2024 • Kuala Lumpur, Malaysia
- **WTO MC13**
26-29 Février 2024 • Abu Dahbi, Émirats arabes unis
- **4^e FORUM CONSULTATIF DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ORC) OPÉRANT DANS LA ZONE DE L'OCI**
06-07 Mars 2024 • Marrakech, Maroc
- **OIC HALAL FORUM AZERBAIJAN**
24-26 Avril 2024 • Baku- Azerbaijan
- **ICDT INVEST DAYS BANJUL**
02-03 Mai 2024 • Banjul, Gambie
- **15^e SOMMET DE L'OCI**
04- 05 Mai 2024 • Banjul, Gambie
- **ATELIER SUR LA DÉFENSE COMMERCIALE AU PROFIT DES ÉTATS DE L'OCI**
13-14 Mai 2024 • Marrakech, Maroc
- **5^e SALON DE LA SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCI**
04-07 Juillet 2024 • Dakar, Sénégal
- **10th OIC HALAL EXPO**
08-12 Octobre 2024 • Tunis, Tunisie



Centre Islamique
pour le Développement du Commerce

ORGANE SUBSIDIAIRE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

Tour des Habous 11/12 ème étage 20000 Casablanca-Maroc

+212 522 314 974

icdt@icdt-oic.org

www.icdt-cidc.org